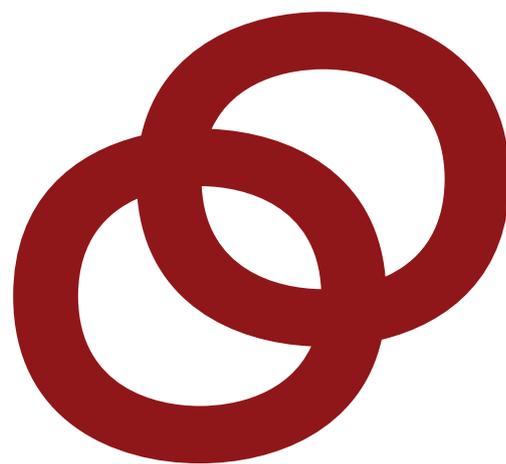
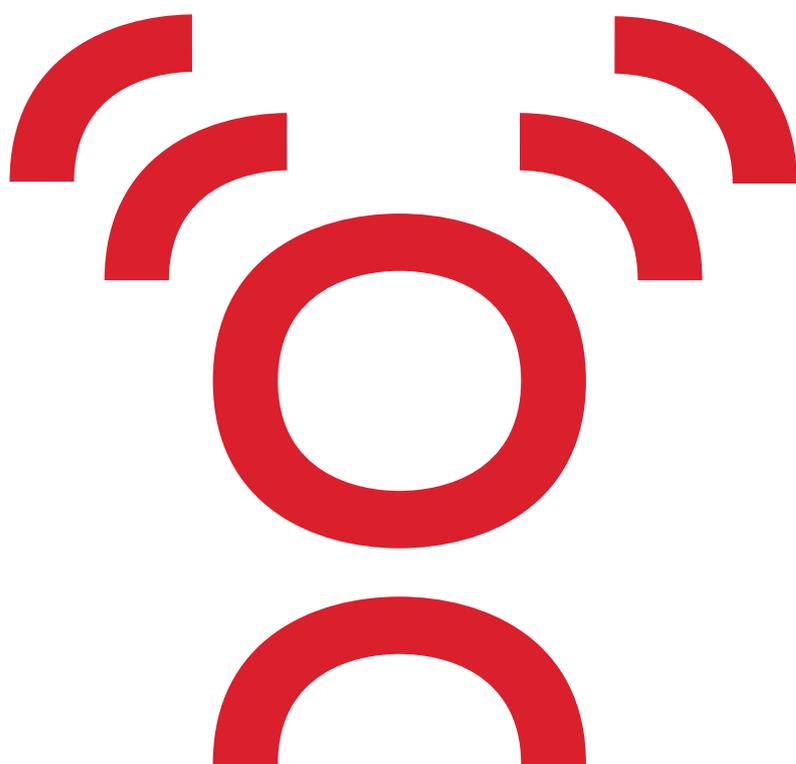


RÉUSSIR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ENSEMBLE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2018



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2018

SOMMAIRE

1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	1
1.	Activité des six premiers mois	2
2.	Faits marquants de la période	5
3.	Facteurs de risque et transactions entre parties liées	6
4.	Perspectives	6
5.	Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2018	6
	Annexe/Glossaire	7
2	COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS	9
	État du résultat net consolidé	10
	État du résultat global consolidé	11
	État de la situation financière consolidée	12
	État des variations des capitaux propres consolidés	13
	Tableau des flux de trésorerie consolidés	14
	Notes aux états financiers consolidés résumés	15
	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	36
	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	37

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 20 547 701 € – 326 820 065 RCS ANNECY
SIÈGE SOCIAL : PAE LES GLAISINS – FR 74940 ANNECY-LE-VIEUX
DIRECTION GÉNÉRALE : 9 BIS, RUE DE PRESBOURG – FR 75116 PARIS

1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1.	ACTIVITÉ DES SIX PREMIERS MOIS	2
1.1.	Compte de résultat consolidé au 1 ^{er} semestre 2018	2
1.2.	Approche par activité	3
1.3.	Effectifs	5
1.4.	Situation financière du Groupe	5
2.	FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	5
	Au cours du 1 ^{er} semestre 2018, le Groupe a annoncé les acquisitions suivantes :	5
3.	FACTEURS DE RISQUE ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	6
3.1.	Facteurs de risque	6
3.2.	Transactions avec les parties liées	6
4.	PERSPECTIVES	6
5.	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DU 30 JUIN 2018	6
	ANNEXE/GLOSSAIRE	7



1. Activité des six premiers mois

1.1. Compte de résultat consolidé au 1^{er} semestre 2018 ⁽¹⁾

(en millions d'actions)	1 ^{er} semestre 2018 IFRS15		1 ^{er} semestre 2017 IFRS15	
	(M€)	(%)	(M€)	(%)
Chiffre d'affaires	2 014,0		1 891,5	
Charges de personnel	- 1 235,6		- 1 174,9	
Charges d'exploitation	- 624,4		- 570,1	
Dotations aux amortissements et aux provisions	- 21,2		- 4,9	
Résultat opérationnel d'activité	132,8	6,6 %	141,6	7,5 %
Charges liées aux stock-options et assimilés	- 22,1		17,0	
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés	- 11,6		- 10,9	
Résultat opérationnel courant	99,2	4,9 %	113,7	6,0 %
Autres produits et charges opérationnels	- 19,1		- 11,4	
Résultat opérationnel	80,0	4,0 %	102,3	5,4 %
Coût de l'endettement financier net	- 3,7		- 3,5	
Autres produits et charges financiers	- 3,2		- 1,8	
Charges d'impôt	- 34,9		- 30,7	
Résultat net des entreprises associées	1,3		1,0	
Résultat net	39,5	2,0 %	67,2	3,6 %
Part du Groupe	38,4	1,9 %	65,9	3,5 %
Intérêts ne conférant pas le contrôle	1,1		1,3	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle	20,16		20,20	
Résultat de base par action (en euros)	1,90		3,26	

Après avoir atteint, en 2017, les objectifs qui avaient été fixés lors de la fusion en 2015, Sopra Steria s'est engagé, en 2018, dans une nouvelle étape consistant à renforcer son modèle avec pour horizon l'exercice 2020. L'objectif est notamment d'atteindre, à cet horizon, un taux de marge opérationnelle d'activité de l'ordre de 10 %. Les principaux axes stratégiques sur la période 2018/2020 sont le conseil, le software, et le renforcement de l'offre :

- développer fortement une activité de conseil, mêlant l'expertise digitale et l'expertise métier, de façon à en faire une force représentant 15 % du chiffre d'affaires total ;
- renforcer la dimension software du Groupe, en priorité dans le domaine bancaire et en faire une activité représentant 20 % du chiffre d'affaires total ;
- renforcer les composantes digitales de l'offre et accélérer son déploiement dans un mode de bout en bout pour les grands clients stratégiques du Groupe.

La réussite de ce modèle en 2020 nécessite des investissements en ressources humaines, dans les offres ainsi qu'en recherche et développement. L'ensemble des lignes de métiers du Groupe sont impactées. En 2018, les investissements sont concentrés sur Sopra Banking Software, le Royaume-Uni et le digital.

Sur le 1^{er} semestre 2018, dans un environnement dynamique, le **chiffre d'affaires de Sopra Steria** s'est élevé à 2 014,0 M€, en croissance totale de 6,5 %. L'effet périmètre a été positif à hauteur de 38,7 M€ tandis que l'impact des variations de devises a été négatif de 16,9 M€. A taux de change et périmètre constants, le chiffre d'affaires a progressé de 5,3 %. Le résultat opérationnel d'activité, du fait d'une saisonnalité plus marquée qu'en 2017, s'est établi à 132,8 M€ faisant apparaître un taux de marge de 6,6 % (7,5 % au 1^{er} semestre 2017). L'EBITDA (155,7 M€), quant à lui, a progressé de 5,0 % par rapport à la même période de l'année précédente (148,3 M€).

(1) Les indicateurs alternatifs de performance sont définis dans le glossaire disponible à la page 7 du présent document.

Le résultat opérationnel courant s'est établi à 99,2 M€. Il intègre une charge de 22,1 M€ (17,0 M€ au 1^{er} semestre 2017) correspondant aux paiements fondés en actions liés au renouvellement, en 2018, du programme d'actionnariat salarié *We Share* pour les collaborateurs et du plan d'incitation à long terme mis en place pour les principaux managers du Groupe. Le résultat opérationnel s'est établi à 80,0 M€ après prise en compte de -19,1 M€ d'autres produits et charges opérationnels (-11,4 M€ au 1^{er} semestre 2017) comprenant notamment 18,0 M€ de charges de réorganisation et de restructuration. La charge d'impôt s'est élevée à 34,9 M€ sur le semestre contre 30,8 M€ au 1^{er} semestre 2017,

faisant ressortir un taux d'imposition Groupe de 47,8 % (31,7 % au 1^{er} semestre 2017). Le taux d'imposition annuel est attendu à environ 30,5 %. La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (Axway) a représenté 1,3 M€ sur le semestre (1,0 M€ au 1^{er} semestre 2017). Après prise en compte des intérêts minoritaires pour 1,1 M€, le résultat net part du Groupe a atteint 38,4 M€. Le recul par rapport au 1^{er} semestre 2017 (65,9 M€) s'explique par une saisonnalité plus défavorable au 1^{er} semestre qu'en 2017, en particulier en ce qui concerne la marge opérationnelle d'activité, les paiements en actions, les charges de réorganisation et de restructurations et la charge d'impôt.

1.2. Approche par activité

I SOPRA STERIA : CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PÔLE D'ACTIVITÉ (M€/%) – 1^{ER} SEMESTRE 2018

	1 ^{er} semestre 2018 IFRS 15	1 ^{er} semestre 2017 Retraité*	1 ^{er} semestre 2017 IFRS 15	Croissance organique	Croissance totale
France	849,1	817,4	801,8	+ 3,9 %	+ 5,9 %
Royaume-Uni	382,8	396,4	405,3	- 3,4 %	- 5,6 %
Autre Europe	475,5	412,6	396,6	+ 15,2%	+ 19,9 %
Sopra Banking Software	187,4	172,3	173,2	+ 8,7 %	+ 8,2 %
Autres Solutions	119,2	114,6	114,6	+ 4,0 %	+ 4,0 %
SOPRA STERIA GROUP	2 014,0	1 913,4	1 891,5	+ 5,3 %	+ 6,5 %

* Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change 2018 et après application de la norme IFRS 15.

I SOPRA STERIA : CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PÔLE D'ACTIVITÉ (M€/%) – 2^E TRIMESTRE 2018

	2 ^e trimestre 2018 IFRS 15	2 ^e trimestre 2017 Retraité*	2 ^e trimestre 2017 IFRS 15	Croissance organique	Croissance totale
France	422,8	398,8	391,2	+ 6,0 %	+ 8,1 %
Royaume-Uni	194,4	198,5	201,9	- 2,0 %	- 3,7 %
Autre Europe	243,9	208,3	196,5	+ 17,1 %	+ 24,2 %
Sopra Banking Software	99,2	93,5	93,8	+ 6,2 %	+ 5,8 %
Autres Solutions	61,8	58,5	58,5	+ 5,7 %	+ 5,7 %
SOPRA STERIA GROUP	1 022,2	957,5	941,9	+ 6,8 %	+ 8,5 %

* Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change 2018 et après application de la norme IFRS 15.

I SOPRA STERIA : PERFORMANCE PAR PÔLE D'ACTIVITÉ – 1^{ER} SEMESTRE 2018

	1 ^{er} semestre 2018 IFRS 15		1 ^{er} semestre 2017 IFRS 15	
	(M€)	(%)	(M€)	(%)
France				
Chiffre d'affaires	849,1		801,8	
Résultat opérationnel d'activité	76,0	9,0 %	72,2	9,0 %
Résultat opérationnel courant	60,5	7,1 %	60,8	7,6 %
Résultat opérationnel	56,1	6,6 %	56,6	7,1 %
Royaume-Uni				
Chiffre d'affaires	382,8		405,3	
Résultat opérationnel d'activité	17,1	4,5 %	25,5	6,3 %
Résultat opérationnel courant	10,5	2,7 %	19,1	4,7 %
Résultat opérationnel	2,2	0,6 %	19,2	4,7 %
Autre Europe				
Chiffre d'affaires	475,5		396,6	
Résultat opérationnel d'activité	32,9	6,9 %	26,9	6,8 %
Résultat opérationnel courant	28,9	6,1 %	24,2	6,1 %
Résultat opérationnel	25,1	5,3 %	19,8	5,0 %
Sopra Banking Software				
Chiffre d'affaires	187,4		173,2	
Résultat opérationnel d'activité	- 8,4	- 4,5 %	4,0	2,3 %
Résultat opérationnel courant	-14,6	- 7,8 %	- 1,8	- 1,0 %
Résultat opérationnel	- 16,2	- 8,6 %	- 3,3	- 1,9 %
Autres Solutions				
Chiffre d'affaires	119,2		114,6	
Résultat opérationnel d'activité	15,1	12,7 %	13,1	11,4 %
Résultat opérationnel courant	13,9	11,7 %	11,4	9,9 %
Résultat opérationnel	12,8	10,8 %	10,0	8,7 %

En **France**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 849,1 M€, en croissance de 5,9 %. La croissance organique a atteint 3,9 %, grâce à une dynamique soutenue au 2^{ème} trimestre. L'activité a été tirée par le conseil, en hausse de plus de 14 % et par la cybersécurité, en progression de plus de 30 %. La banque et l'assurance, le secteur public et la défense ainsi que l'aéronautique et l'automobile ont été les marchés verticaux les plus porteurs sur le semestre. Le résultat opérationnel d'activité s'est accru de 5,3 % à 76 M€. Le taux de marge de 9,0 %, identique à celui du 1^{er} semestre 2017, intègre une amélioration de la rentabilité de l'activité de gestion d'infrastructures informatiques et un effet défavorable du calendrier ainsi que des charges d'investissements dans le digital et la montée en valeur.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires (382,8 M€) a été en recul organique de 3,4 % avec un 2^{ème} trimestre moins défavorable (-2,0 %). La décroissance s'explique par la baisse du chiffre d'affaires de la co-entreprise SSCL dont le niveau d'activité attendu sur l'exercice est de l'ordre de 140 M€ (comme indiqué début 2017). Hors SSCL, le chiffre d'affaires du Royaume-Uni a été stable dans un environnement des affaires quelque peu affermi par rapport à 2017. Les plans engagés fin 2017 (réorientation du modèle vers des services à plus forte valeur ajoutée, renforcement du secteur privé, investissements dans le conseil et la force commerciale, réductions des coûts) ont été poursuivis conformément au plan de marche. Dans ce contexte, le taux de

marge opérationnelle d'activité s'est établi à 4,5 % (6,3 % au 1^{er} semestre 2017). Le 2^{ème} semestre 2018 devrait bénéficier d'un retour à la croissance du chiffre d'affaires et des premiers effets positifs des plans en cours permettant l'atteinte d'un taux de marge opérationnelle d'activité comparable à celui du 2^{ème} semestre 2017 (7,6 %).

Sur le pôle **Autre Europe**, le chiffre d'affaires a fortement progressé (+15,2 % organique) pour atteindre 475,5 M€. La quasi-totalité des pays de la zone a connu une croissance très soutenue, notamment l'Allemagne qui confirme ainsi sa bonne dynamique commerciale et opérationnelle. Le résultat opérationnel d'activité de la zone a progressé de 22,3 % à 32,9 M€ pour afficher un taux de marge de 6,9 % (6,8 % au 1^{er} semestre 2017). Il intègre notamment un effet calendaire négatif d'un jour en Allemagne.

Sopra Banking Software a réalisé un chiffre d'affaires de 187,4 M€ (les activités de Cassiopae immobilier ayant été reclassées dans **Autres Solutions**). A périmètre et changes constants, la croissance a atteint 8,7 %, principalement tirée par le chiffre d'affaires des services. Les ventes de licences, concentrées sur la 2^{ème} partie de l'année, ont été, au 1^{er} semestre, inférieures à celles de 2017. Ainsi, compte tenu d'un niveau encore élevé de dépenses de recherche & développement au compte de résultat, le taux de marge opérationnelle d'activité du 1^{er} semestre s'est établi à -4,5 % (2,3 % au 1^{er} semestre 2017).

Au-delà des investissements, le semestre a été marqué par des mises en production majeures illustrant la capacité de prise en charge et d'exécution de grands projets de transformation par Sopra Banking Software :

- mise en production, en mars, de Sopra Banking Platform for payments pour Transactis en France ;
- mise en production, en avril, de Sopra Banking Platform pour Argenta en Belgique ;
- mise en production, en juin, de Amplitude Up pour Attijariwafa Bank en Egypte ;
- mise en production du produit de crédits spécialisés de Cassioape pour IDB (USA) et certaines concessions pilotes de Volkswagen (France).

Concernant le 2^{ème} semestre, le carnet d'affaires licences qui reste à matérialiser est solide.

Le pôle **Autres Solutions** (solutions Ressources Humaines et solutions Immobilier) a réalisé un chiffre d'affaires de 119,2 M€, en croissance organique de 4,0 %. Il intègre le chiffre d'affaires que réalisait Cassiopae dans le domaine des solutions Immobilier. Les solutions Ressources Humaines ont quant à elles bénéficié des travaux préparatoires à la mise en œuvre du prélèvement à la source pour l'impôt sur le revenu en France en 2019. Le taux de marge opérationnelle d'activité s'est élevé à 12,7 %, en progression de 1,3 points par rapport au 1^{er} semestre 2017.

1.3. Effectifs

Au 30 juin 2018, l'effectif total du Groupe était de 42 779 personnes (41 661 personnes au 31 décembre 2017) dont 18,7 % sur les zones X-Shore.

1.4. Situation financière du Groupe

Au 30 juin 2018, la situation financière de Sopra Steria est solide tant du point de vue de ses ratios financiers que de sa liquidité. Le flux net de trésorerie disponible du 1^{er} semestre, traditionnellement négatif, conformément à la saisonnalité habituelle, s'est établi à -114,3 M€. Retraité de la cession de créances de fin 2017 ⁽¹⁾, le flux net de trésorerie a été de -77,3 M€, en nette amélioration par rapport à l'année précédente : la consommation de cash du 1^{er} semestre 2018 est inférieure de 32 M€ à celle du 1^{er} semestre 2017.

Cette amélioration a été enregistrée en dépit d'une hausse des décaissements liés aux restructurations (+ 8,1 M€). Elle s'explique, après retraitement de la cession de créances, par une diminution de la variation du besoin en fonds de roulement de 54,5 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2017. La dette financière nette s'est établie à 662,4 M€ à fin juin 2018, représentant 1,8x l'EBITDA *pro forma* glissant sur 12 mois, à comparer à 1,9x au 30 juin 2017 (covenant bancaire fixé à 3x maximum).

2. Faits marquants de la période

Au cours du 1^{er} semestre 2018, le Groupe a annoncé les acquisitions suivantes :

- BLUECARAT en Allemagne, (chiffre d'affaires 2017 de 33 M€), consolidée à partir du 1^{er} mai 2018 ;
- O.R. System (chiffre d'affaires 2017 de 2 M€), consolidée à partir du 1^{er} avril 2018.

Par ailleurs, Sopra Steria a pris une participation d'environ 10 %, au capital de Sentryo, une start-up innovante dans le domaine de la cybersécurité industrielle.

(1) 37,0 M€ de créances commerciales ont été cédées en décembre 2017 et déconsolidées du besoin en fonds de roulement de l'exercice 2017

3. Facteurs de risque et transactions entre parties liées

3.1. Facteurs de risque

Les facteurs de risques sont de même nature que ceux qui sont exposés dans la section 9.1 du chapitre 1 du document de référence 2017 (pages 35 à 42) et ne présentent pas d'évolution significative.

Une description des principaux risques est disponible dans le document de référence 2017, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF), le 13 avril 2018 accessible sur notre site Internet via l'adresse suivante : <https://www.soprasteria.com/>

La section 9.1 détaille les principaux facteurs de risques liés à l'activité avec différentes sections au sein de ce paragraphe 9.1. Pour chaque risque, est présenté le descriptif du risque mais également les actions et dispositifs mis en place pour maîtriser le risque.

Au sein des facteurs de risques :

- la section 9.1.1 présente les risques liés à la stratégie notamment les risques liés à l'attractivité et la rétention des talents, les risques liés à l'évolution des marchés et de la concurrence, les risques relatifs à la transformation digitale ;
- la section 9.1.2 présente les facteurs de risques opérationnels à savoir notamment les risques liés à l'exécution des projets, risques liés à la continuité des services ;
- la section 9.1.3 détaille les risques liés à l'environnement ;
- la section 9.1.4. expose les risques financiers ;
- la section 9.1.5 présente les principaux risques juridiques.

Les montants relatifs aux risques financiers au 30 juin 2018 sont exposés dans la note 11 et la note 5.3 des Notes aux états financiers consolidés résumés (respectivement pages 25 à 26 et 30 à 32).

À la date de rédaction du présent rapport, aucun autre risque significatif que ceux mentionnés dans le document de référence 2017 n'a été identifié.

3.2. Transactions avec les parties liées

Ces transactions sont décrites dans la note 14 des Notes aux états financiers consolidés résumés du présent rapport (page 35).

4. Perspectives

Pour rappel, les objectifs du Groupe pour l'exercice 2018 sont :

- une croissance organique du chiffre d'affaires comprise entre 3 % et 5 % ;
- un taux de marge opérationnelle d'activité en légère amélioration ;
- un flux net de trésorerie disponible supérieur à 170 M€ (133 M€ en intégrant la cession de créances réalisée en 2017).

5. Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2018

- Sopra Steria a finalisé le 5 juillet 2018 l'acquisition de it-economics, société allemande de conseil dans le numérique. Le projet d'acquisition avait été annoncé par communiqué de presse en date du 15 mai 2018. it-economics est entré dans le périmètre de consolidation de Sopra Steria au 1^{er} juillet 2018.

Annexe/Glossaire

- **Chiffre d'affaires retraité** : chiffre d'affaires de l'année précédente retraité de façon à l'exprimer sur la base du périmètre et des taux de change de l'année en cours.
- **Croissance organique du chiffre d'affaires** : croissance de l'activité entre le chiffre d'affaires de la période et le chiffre d'affaires retraité sur la même période pour l'exercice précédent.
- **EBITDA** : cet indicateur, tel que défini dans le document de référence, correspond au Résultat opérationnel d'activité consolidé majoré des dotations aux amortissements et aux provisions incluses dans le Résultat opérationnel d'activité.
- **Résultat opérationnel d'activité** : cet indicateur, tel que défini dans le document de référence, correspond au Résultat opérationnel courant retraité de la charge relative au coût des services rendus par les bénéficiaires de stock-options et d'actions gratuites et des dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés.
- **Résultat opérationnel courant** : cet indicateur correspond au résultat opérationnel avant la prise en compte des autres produits et charges opérationnels qui correspondent à des produits et des charges opérationnels inhabituels, anormaux, peu fréquents, non prédictifs, et de montant particulièrement significatif, présentés de manière distincte afin de faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.
- **Résultat courant de base par action** : cet indicateur correspond au résultat net de base par action avant la prise en compte des autres produits et charges opérationnels nets d'impôts.
- **Flux net de trésorerie disponible** : le flux net de trésorerie disponible (« Free cash flow ») se définit comme le flux de trésorerie généré par l'activité opérationnelle, diminué des investissements (nets des cessions) en immobilisations corporelles et incorporelles, diminué des intérêts financiers nets et diminué des contributions additionnelles liées aux engagements de retraites à prestations définies pour faire face aux déficits des plans.

2 COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS

État du résultat net consolidé	10
État du résultat global consolidé	11
État de la situation financière consolidée	12
État des variations des capitaux propres consolidés	13
Tableau des flux de trésorerie consolidés	14
Notes aux états financiers consolidés résumés	15
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	36
Attestation du responsable du Rapport financier semestriel	37



État du résultat net consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Chiffre d'affaires	4.1	2 014,0	1 891,5
Charges de personnel	5.1	- 1 235,6	- 1 174,9
Achats et charges externes		- 606,2	- 558,7
Impôts et taxes		- 17,5	- 19,5
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		- 21,2	- 4,9
Autres produits et charges opérationnels courants		- 0,8	8,1
Résultat opérationnel d'activité		132,8	141,6
<i>en % du CA</i>		6,6 %	7,5 %
Charges liées aux stock-options et assimilées	5.4	- 22,1	- 17,0
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés		- 11,6	- 10,9
Résultat opérationnel courant		99,2	113,7
<i>en % du CA</i>		4,9 %	6,0 %
Autres produits et charges opérationnels	4.2	-19,1	- 11,4
Résultat opérationnel		80,0	102,3
<i>en % du CA</i>		4,0 %	5,4 %
Coût de l'endettement financier net	11.1.1	- 3,7	- 3,5
Autres produits et charges financiers	11.1.2	- 3,2	- 1,8
Charge d'impôt	6	- 34,9	- 30,7
Résultat net des entreprises associées	9.1	1,3	1,0
Résultat net des activités poursuivies		39,5	67,2
Résultat net des activités cédées		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		39,5	67,2
<i>en % du CA</i>		2,0 %	3,6 %
Intérêts ne conférant pas le contrôle	13.1.4	1,1	1,3
RÉSULTAT NET – PART DU GROUPE		38,4	65,9
<i>en % du CA</i>		1,9 %	3,5 %
RÉSULTAT PAR ACTION <i>(en euros)</i>	Notes		
Résultat de base par action	13.2	1,90	3,26
Résultat dilué par action	13.2	1,90	3,26

État du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Résultat net de l'ensemble consolidé		39,5	67,2
Autres éléments du résultat global			
Écarts actuariels liés aux engagements de retraite	5.3	88,4	18,3
Effets d'impôts		- 14,8	- 3,9
Éléments relatifs aux entreprises associées		-	-
Sous-total des éléments comptabilisés par capitaux propres et non recyclables en résultat		73,6	14,5
Différences de conversion		- 1,5	- 26,2
Variation des couvertures d'investissement net		- 1,8	4,3
Effets d'impôts sur couvertures d'investissement net		0,5	- 1,5
Variation des couvertures de flux de trésorerie		- 4,6	0,4
Effets d'impôts sur couvertures de flux de trésorerie		1,5	- 0,1
Variation de valeur des titres disponibles à la vente		4,2	-
Éléments relatifs aux entreprises associées		1,7	- 7,6
Sous-total des éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables en résultat		-	- 30,7
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts		73,6	- 16,2
RÉSULTAT GLOBAL		113,1	51,0
Intérêts ne conférant pas le contrôle		3,1	- 0,7
Part du Groupe		110,0	51,7

État de la situation financière consolidée

Actif (en millions d'euros)	Notes	30/06/2018	31/12/2017
Écarts d'acquisition	8.1	1 598,4	1 590,6
Immobilisations incorporelles		185,2	190,2
Immobilisations corporelles		135,4	128,9
Titres de participation mis en équivalence	9.2	192,2	189,1
Autres actifs financiers non courants	7.1	34,1	28,6
Engagements de retraite et assimilés	5.3	2,1	4,3
Impôts différés actifs		98,7	115,1
Actif non courant		2 246,3	2 246,8
Clients et comptes rattachés	7.2	1 155,6	1 147,1
Autres actifs courants		300,9	246,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11.2	129,7	162,4
Actif courant		1 586,2	1 555,8
Actifs destinés à la vente		-	-
TOTAL DE L'ACTIF		3 832,5	3 802,6

Capitaux propres et passif (en millions d'euros)	Notes	30/06/2018	31/12/2017
Capital		20,5	20,5
Primes		531,5	531,5
Réserves consolidées et autres réserves		671,3	481,9
Résultat de l'exercice		38,4	172,5
Capitaux propres – part du Groupe		1 261,7	1 206,5
Intérêts ne conférant pas le contrôle		33,7	30,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	13.1	1 295,4	1 237,2
Emprunts et dettes financières – part non courante	11.2	526,8	398,9
Impôts différés passifs		15,5	16,0
Engagements de retraite et assimilés	5.3	276,4	378,1
Provisions non courantes	10.1	54,0	56,2
Autres dettes non courantes	7.4	69,3	65,2
Passif non courant		942,0	914,5
Emprunts et dettes financières – part courante	11.2	265,4	273,6
Provisions courantes	10.1	12,1	16,6
Fournisseurs et comptes rattachés		272,0	268,8
Autres dettes courantes		1 045,7	1 092,0
Passif courant		1 595,1	1 650,9
Passifs destinés à la vente		-	-
TOTAL DU PASSIF		2 537,1	2 565,4
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		3 832,5	3 802,6

État des variations des capitaux propres consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Autres éléments du résultat global	Total part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total
AU 31/12/2016	20,5	531,4	- 38,9	698,7	- 144,0	1 067,7	30,6	1 098,3
Opérations sur capital	-	0,2	-	-	-	0,2	-	0,2
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	14,2	-	14,2	-	14,3
Opérations sur titres autodétenus	-	-	3,4	- 8,6	-	- 5,1	-	- 5,1
Dividendes ordinaires	-	-	-	- 45,1	-	- 45,1	-	- 45,1
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	- 2,7	-	- 2,7	0,3	- 2,4
Autres mouvements	-	-	-	1,6	-	1,6	-0,1	1,5
Transactions avec les actionnaires	-	0,2	3,4	- 40,6	-	- 36,9	0,2	- 36,7
Résultat net de la période	-	-	-	65,9	-	65,9	1,3	67,2
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	- 14,2	- 14,2	- 1,9	- 16,2
Résultat global de la période	-	-	-	65,9	- 14,2	51,7	- 0,7	51,0
AU 30/06/2017	20,5	531,6	- 35,5	724,1	- 158,2	1 082,5	30,2	1 112,6
Opérations sur capital	-	- 0,1	-	-	-	- 0,1	-	- 0,1
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	3,3	-	3,3	-	3,3
Opérations sur titres autodétenus	-	-	- 5,0	0,3	-	- 4,6	-	- 4,6
Dividendes ordinaires	-	-	-	0,7	-	0,7	-	0,7
Variations de périmètre	-	-	-	- 0,2	-	- 0,2	1,7	1,5
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	- 2,6	-	- 2,6	- 2,9	- 5,5
Autres mouvements	-	-	-	- 1,3	-	- 1,4	0,1	- 1,2
Transactions avec les actionnaires	-	- 0,1	- 5,0	0,2	-	- 5,0	- 1,0	- 6,0
Résultat net de la période	-	-	-	106,6	-	106,6	1,4	107,9
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	22,4	22,4	0,2	22,6
Résultat global de la période	-	-	-	106,6	22,4	128,9	1,6	130,5
AU 31/12/2017	20,5	531,5	- 40,4	830,8	- 135,9	1 206,5	30,7	1 237,2
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	18,0	-	18,0	0,1	18,1
Opérations sur titres autodétenus	-	-	- 4,2	- 16,4	-	- 20,6	-	- 20,6
Dividendes ordinaires	-	-	-	- 49,3	-	- 49,3	-	- 49,3
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	1,1	1,1
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	- 3,1	-	- 3,1	- 1,3	- 4,3
Autres mouvements	-	-	-	1,2	- 1,0	0,2	-	0,2
Transactions avec les actionnaires	-	-	- 4,2	- 49,6	- 1,0	- 54,8	- 0,1	- 54,9
Résultat net de la période	-	-	-	38,4	-	38,4	1,1	39,5
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	71,6	71,6	2,0	73,6
Résultat global de la période	-	-	-	38,4	71,6	110,0	3,1	113,1
AU 30/06/2018	20,5	531,5	- 44,6	819,6	- 65,3	1 261,7	33,7	1 295,4

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Résultat net consolidé (y compris intérêts ne conférant pas le contrôle)		39,5	67,2
Dotations nettes aux amortissements et provisions		36,3	21,8
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		- 0,7	2,5
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	5.4	18,1	17,0
Plus et moins-values de cession		0,1	- 6,8
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	9.1	- 1,3	- 1,0
Coût de l'endettement financier net	11.1.1	3,7	3,5
Dividendes de titres non consolidés		-	-
Charge d'impôt	6	34,9	30,7
Flux de trésorerie généré par l'activité avant variations des besoins en fonds de roulement (A)		130,6	135,0
Impôt versé (B)		- 34,9	- 23,7
Variation du besoin en fonds de roulement (BFR) lié à l'activité (C)		- 169,4	- 186,9
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)		- 73,8	- 75,7
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12.2	- 25,7	- 22,8
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,1	2,0
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		- 1,5	- 0,1
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		-	0,1
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie		- 15,4	- 26,6
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)		-	2,8
Encaissements/(Décaissements) liés aux prêts et avances consentis		- 0,8	- 2,1
Intérêts financiers nets reçus		0,1	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)		- 43,3	- 46,7
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		-	0,2
Rachats et reventes d'actions propres	12.2	- 18,3	- 1,0
Encaissements/(Décaissements) liés aux emprunts		109,0	96,5
Intérêts financiers nets versés		0,3	1,0
Contributions additionnelles liées aux engagements de retraite à prestations définies	12.2	- 11,2	- 8,8
Autres flux liés aux opérations de financement		-	1,2
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)		79,7	89,1
Incidence des variations des cours des devises (G)		- 2,0	- 7,7
VARIATION DE TRÉSORERIE NETTE (D+E+F+G)		- 39,3	- 41,0
Trésorerie d'ouverture		155,9	261,7
Trésorerie de clôture		116,7	220,8

Notes aux états financiers consolidés résumés

NOTE 1	RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	16	NOTE 9	TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE	29
1.1.	Base de préparation	16	9.1.	Résultat net des entreprises associées	29
1.2.	Application de nouvelles normes et interprétations	16	9.2.	Valeur au bilan des entreprises associées	29
1.3.	Estimations et jugements comptables déterminants	20	NOTE 10	PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS	30
NOTE 2	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	20	10.1.	Provisions courantes et non courantes	30
NOTE 3	INFORMATION SECTORIELLE	21	10.2.	Passifs éventuels	30
3.1.	Résultats sectoriels	21	NOTE 11	FINANCEMENT ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS	30
3.2.	Ventilation par pays du chiffre d'affaires	22	11.1.	Charges et produits financiers	30
NOTE 4	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	22	11.2.	Emprunts et dettes financières – Endettement net	31
4.1.	Chiffre d'affaires	22	11.3.	Instruments financiers et gestion des risques de taux et de change	32
4.2.	Autres produits et charges opérationnels non courants	24	NOTE 12	FLUX DE TRÉSORERIE	33
NOTE 5	AVANTAGES AU PERSONNEL	24	12.1.	Variation de l'endettement financier net	33
5.1.	Charges de personnel	24	12.2.	Autres flux de trésorerie	34
5.2.	Effectifs	25	NOTE 13	CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION	34
5.3.	Engagements de retraite et assimilés	25	13.1.	Capitaux propres	34
5.4.	Charges liées aux stock-options et assimilées	26	13.2.	Résultats par action	35
NOTE 6	CHARGE D'IMPÔT SUR LES RÉSULTATS	26	NOTE 14	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	35
NOTE 7	ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	27	NOTE 15	ENGAGEMENTS HORS BILAN	35
7.1.	Autres actifs financiers non courants	27	NOTE 16	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	35
7.2.	Clients et comptes rattachés	27			
7.3.	Autres actifs courants	27			
7.4.	Autres dettes non courantes	27			
NOTE 8	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	28			
8.1.	Écarts d'acquisition	28			

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés au 30 juin 2018 du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 26 juillet 2018.

1.1. Base de préparation

Les états financiers consolidés au 30 juin 2018 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS, publiée par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et adoptée dans l'Union européenne et disponible sur le site Internet : http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm.

Les principes comptables des comptes consolidés résumés au 30 juin 2018 sont identiques à ceux adoptés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017 et décrits dans le document de référence 2017, déposé le 13 avril 2018 auprès de l'AMF sous le n° D.18-0329, disponible sur le site Internet <http://www.soprasteria.com>, au chapitre 4 note 1.

1.2. Application de nouvelles normes et interprétations

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 sont les suivantes :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » (y compris amendements et clarifications) ;
- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- IFRIC 22 « Paiements d'avance sur transaction en devises » ;
- amendements à IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ».

L'application d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » et celle d'IFRS 9 « Instruments financiers » sont détaillées respectivement dans les paragraphes 1.2.1 et 1.2.2.

IFRIC 22 « Paiements d'avance sur transaction en devises » et les amendements à IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » n'ont aucune incidence sur les comptes.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les textes publiés par l'IASB, adoptés par l'Union européenne mais dont la date d'application est postérieure au 1^{er} janvier 2018. Il s'agit principalement d'IFRS 16 « Contrats de location » d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019. Sa mise en œuvre au sein du Groupe est décrite au paragraphe 1.2.3.

1.2.1. Application d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »

L'IASB a publié IFRS 15 le 28 mai 2014. L'Union européenne l'a adopté le 29 octobre 2016. Cette norme remplace IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et IAS 11 « Contrats de construction ».

Elle propose un modèle unique de comptabilisation du chiffre d'affaires applicable à tous les contrats conclus avec les clients et assis sur une démarche d'analyse des contrats clients en cinq étapes :

1. identification du contrat conclu avec le client ;
2. distinction des obligations de prestations incluses dans celui-ci ;
3. détermination de son prix de transaction ;
4. allocation de ce dernier aux différentes obligations de prestations identifiées ;
5. reconnaissance du revenu pour chaque obligation de prestation lorsque ou au fur et à mesure que le contrôle du bien ou du service est transféré au client.

Le Groupe applique IFRS 15 au 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective totale. **Les périodes de l'exercice 2017 présentées en comparaison de celles de l'exercice 2018 sont donc retraitées.** L'effet cumulatif de l'adoption de la norme a été comptabilisé dans les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2017.

Des divergences par rapport à l'application des anciennes normes ont pu être identifiées ponctuellement, sur un nombre limité de contrats, au cours de l'analyse requise par chacune des étapes du modèle. Ainsi, à l'issue de la phase de diagnostic de l'application d'IFRS 15, le Groupe juge que les ajustements identifiés, en cumul ou pris individuellement, ont un impact non significatif sur le *Chiffre d'affaires* et sur le *Résultat opérationnel d'activité consolidés*.

Ainsi, comme cela a été décrit dans le document de référence 2017 dans le paragraphe 1.2.3 en pages 136 et 137, les divergences identifiées ont touché un nombre très marginal de contrats et ont porté sur :

- *la distinction des obligations de prestations à l'intérieur d'un contrat.* IFRS 15 définit que des obligations de prestations incluses dans un contrat sont distinctes entre elles si elles peuvent l'être dans l'absolu et si elles le sont plus particulièrement dans le cadre du contrat en question. L'application de ces principes aux contrats du Groupe a pu aboutir à reconsidérer la distinction entre obligations de prestation à l'intérieur d'un contrat et à regrouper certaines d'entre elles. Notamment, des prestations peuvent être mises en œuvre pour permettre l'exécution future des contrats. C'est le cas des opérations de transition dans les activités d'outsourcing ou de tierce maintenance applicative et des phases de « set-up » des prestations à livrer en mode SaaS dans l'édition de solutions. Ces services ne constituent pas, dans la majorité des cas, des obligations de prestations distinctes. La norme précise leur traitement et permet de reconnaître un actif correspondant à leurs coûts qui est amorti ensuite sur la durée des obligations de prestation auxquelles ils se réfèrent. Le chiffre d'affaires tout comme les charges auparavant reconnus au cours de l'exécution de ces opérations ont donc été retraités et différés ;
- *les modalités de détermination du prix de transaction d'un contrat et son allocation aux différentes obligations de prestations.* L'analyse des contrats a abouti à reconsidérer des contreparties variables ou des contreparties payables au client, auparavant comptabilisées comme des charges, comme des remises maintenant reconnues en diminution du chiffre d'affaires. De la même façon, l'analyse des contrats a permis d'identifier des composantes financières, notamment dans des situations d'octroi de délais de règlement supérieur à un an. Leurs effets ont été

distingués du chiffre d'affaires et reconnus comme des revenus financiers ;

- *l'application de la méthode de reconnaissance du revenu à l'avancement.* IFRS 15 diverge des règles antérieures par la définition de critères précis permettant de considérer le transfert en continu du contrôle des biens et services au client et donc d'appliquer la méthode de reconnaissance du revenu à l'avancement. Ainsi, dans les activités d'intégration, des contrats de construction au forfait et, dans les activités d'édition, des prestations de développement de fonctionnalités ou modules additionnels spécifiques à certains clients ont pu, dans un nombre très limité de situations, ne pas satisfaire aux conditions de reconnaissance à l'avancement du revenu. Celui-ci et les charges associées ont donc été différés et reconnus à l'achèvement ;
- *la position d'agent ou de principal.* La norme modifie les critères distinguant les situations dans lesquelles, pour une obligation de prestation distincte, le Groupe agit soit en tant que principal, soit

en tant qu'agent. Ainsi, le Groupe agira en tant que principal dès lors qu'il contrôlera les services réalisés par un sous-traitant ou les biens achetés auprès d'un fournisseur avant d'en transférer le contrôle à son client. Dans le cas contraire, il est agent. Le chiffre d'affaires est reconnu sur une base brute (et les achats reconnus en charge pour la totalité) si le Groupe agit en tant que principal. S'il est agent, le revenu est limité aux honoraires ou commissions auxquels le Groupe a droit par l'application des dispositions du contrat et qui sont représentatifs de la marge réalisée sur celui-ci (reconnaissance du revenu sur une base nette). Ainsi, les revenus issus de contrats de négoce de matériels ou de licences, activité très marginale dans le Groupe, ont été reconnus sur une base nette au lieu d'une base brute auparavant.

Les informations ci-dessous présentent les effets des changements liés à l'application de la nouvelle norme sur les différentes lignes des états financiers présentés en comparaison de ceux arrêtés au 30 juin 2018 :

I ÉTAT DU RÉSULTAT NET AU 30 JUIN 2017

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2017 avant IFRS 15	Impacts	1^{er} semestre 2017 après IFRS 15
Chiffre d'affaires	1 903,2	- 11,6	1 891,5
Charges opérationnelles	- 1 761,1	11,2	- 1 749,9
Résultat opérationnel d'activité	142,1	- 0,5	141,6
<i>en % du CA</i>	<i>7,5 %</i>		<i>7,5 %</i>
Résultat opérationnel courant	114,2	- 0,5	113,7
<i>en % du CA</i>	<i>6,0 %</i>		<i>6,0 %</i>
Résultat opérationnel	102,7	- 0,5	102,3
<i>en % du CA</i>	<i>5,4 %</i>		<i>5,4 %</i>
Autres produits et charges financiers	- 2,5	0,6	- 1,8
Charge d'impôt	- 30,8	0,1	- 30,7
Résultat net des activités poursuivies	66,9	0,3	67,2
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	66,9	0,3	67,2
<i>en % du CA</i>	<i>3,5 %</i>		<i>3,6 %</i>
Intérêts ne conférant pas le contrôle	0,9	0,4	1,3
RÉSULTAT NET – PART DU GROUPE	66,0	- 0,1	65,9
<i>en % du CA</i>	<i>3,5 %</i>		<i>3,5 %</i>

I ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2017

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2017 avant IFRS 15	Impacts	1 ^{er} semestre 2017 après IFRS 15
Résultat net de l'ensemble consolidé	66,9	0,3	67,2
Autres éléments du résultat global :			
Sous-total des éléments comptabilisés par capitaux propres et non recyclables en résultat	14,5	-	14,5
Différences de conversion	- 26,3	0,1	- 26,2
Sous-total des éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables en résultat	- 30,8	0,1	- 30,7
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts	- 16,3	0,1	- 16,2
RÉSULTAT GLOBAL	50,6	0,4	51,0
Intérêts ne conférant pas le contrôle	- 1,1	0,4	- 0,7
Part du Groupe	51,7	-	51,7

I ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2017

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017 avant IFRS 15	Impacts	31/12/2017 après IFRS 15
Actif			
Impôts différés actifs	115,4	- 0,3	115,1
Actif non courant	2 247,1	- 0,3	2 246,8
Clients et comptes rattachés	1 137,8	9,3	1 147,1
Autres actifs courants	256,4	- 10,2	246,3
Actif courant	1 556,6	- 0,9	1 555,8
TOTAL DE L'ACTIF	3 803,8	- 1,2	3 802,6

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017 avant IFRS 15	Impacts	31/12/2017 après IFRS 15
Capitaux propres et passif			
Réserves consolidées et autres réserves	484,7	- 2,8	481,9
Résultat de l'exercice	171,4	1,1	172,5
Capitaux propres – part du Groupe	1 208,2	- 1,7	1 206,5
Intérêts ne conférant pas le contrôle	31,8	- 1,0	30,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	1 240,0	- 2,8	1 237,2
Impôts différés passifs	16,8	- 0,8	16,0
Passif non courant	915,3	- 0,8	914,5
Autres dettes courantes	1 089,6	2,4	1 092,0
Passif courant	1 648,5	2,4	1 650,9
TOTAL DU PASSIF	2 563,8	1,6	2 565,4
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF	3 803,8	- 1,2	3 802,6

I CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2017

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Autres éléments du résultat global	Total part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total
AU 01/01/2017 avant IFRS 15	20,5	531,4	- 38,9	701,6	- 144,0	1 070,6	32,5	1 103,1
Impacts	-	-	-	- 2,8	-	- 2,8	- 1,9	- 4,8
AU 01/01/2017 APRÈS IFRS 15	20,5	531,4	- 38,9	698,7	- 144,0	1 067,7	30,6	1 098,3

Les nouveaux principes comptables applicables à la reconnaissance du revenu sont décrits en note 4.1.

1.2.2. Description de l'application d'IFRS 9 « Instruments financiers »

IFRS 9 « Instruments financiers » est d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe a procédé à l'analyse des nouvelles règles et au diagnostic de leurs impacts. Seules les modalités de reconnaissance de la valeur des couvertures de ses risques de change et de taux d'intérêt réalisées à l'aide d'instruments dérivés optionnels changent. Ainsi, les variations de leurs valeurs temps sont comptabilisées :

- pour les couvertures de nature financière : en *Autres éléments du résultat global* et la valeur temps à la date de désignation de la relation de couverture est amortie sur la période pendant laquelle l'instrument peut avoir un impact sur le résultat. Cet amortissement est comptabilisé en *Autres produits et charges financiers* ;
- pour les couvertures de nature commerciale : en *Autres éléments du résultat global*, la valeur temps à la date de désignation de la couverture étant constatée en *Autres produits et charges financiers* lors de la réalisation de l'achat ou de la vente couverte.

Le Groupe estime que ces changements n'ont pas d'impact significatif sur ses comptes. Ils sont appliqués de manière prospective à partir du 1^{er} janvier 2018. L'impact sur les modalités

de reconnaissance de la valeur temps des couvertures est comptabilisé de manière rétrospective par imputation sur les réserves consolidées au 1^{er} janvier 2018. L'application d'IFRS 9 se traduit par une augmentation des *Réserves consolidées* de 1,0 M€ par contrepartie d'une diminution des *Autres éléments du résultat global*. Cet ajustement est présenté sur la ligne *Autres mouvements de l'Etat de variation des capitaux propres consolidés*. L'information comparative n'est pas retraitée.

1.2.3. Description de l'application d'IFRS 16 « Contrats de location »

IFRS 16 « Contrats de location » aura pour effet, chez le preneur, la comptabilisation à l'actif du bilan d'un droit d'utilisation amortissable et au passif d'une dette de location.

Le Groupe a mis en œuvre un projet comprenant une première phase de collecte de toutes les informations pouvant être requises par la nouvelle norme et de simulation des impacts des différentes options qu'elle offre. Il se poursuit par une deuxième phase de déploiement en vue de sa mise en œuvre au 1^{er} janvier 2019.

Au 30 juin 2018, le Groupe n'a pas encore arrêté toutes les options qu'il appliquera à partir du 1^{er} janvier 2019. Elles peuvent avoir un impact significatif sur le droit d'utilisation, sur la dette de location ou sur les résultats futurs. Le Groupe n'est donc en mesure de communiquer ni sur les impacts de l'application des nouvelles règles ni sur le choix de la méthode de transition.

1.3. Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers intermédiaires implique de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses concernant l'évaluation de certains actifs et passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que certains éléments du compte de résultat. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application de ses méthodes comptables.

Ces estimations et jugements, continuellement mis à jour, sont fondés d'une part sur les informations historiques et d'autre part sur l'anticipation d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Compte tenu de la part d'incertitude relative à la réalisation des hypothèses concernant le futur, les estimations

comptables qui en découlent peuvent différer des résultats effectifs se révélant ultérieurement.

Les hypothèses et estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles et notamment des écarts d'acquisition (cf. note 8) ;
- l'évaluation des engagements de retraite (cf. note 5.3) ;
- la reconnaissance du revenu (cf. note 4.1) ;
- la valorisation d'actifs d'impôts différés ;
- les dettes sur détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle (cf. note 13.1.4) ;
- les provisions pour risques (cf. note 10.1).

NOTE 2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

- **Galitt** – Le 7 novembre 2017, Sopra Steria a finalisé l'acquisition de Galitt, société de Conseil et Éditeur de solutions sur le marché des systèmes de paiement et des transactions sécurisées.

Sopra Steria a acquis 88,1 % des actions et droits de votes de Tecfit, société holding du groupe Galitt. Par ailleurs, Le Groupe s'est engagé irrévocablement à acquérir auprès des actionnaires de Galitt leurs titres par une promesse d'achat. Au 30 juin 2018,

le passif au titre de cette promesse d'achat a été valorisé à 6,8 M€.

Les activités de Galitt sont consolidées dans les comptes de Sopra Steria à compter du 7 novembre 2017.

Les actifs acquis et les passifs assumés comprennent la valorisation de relations clients pour 8,1 M€ et d'une marque pour 4,1 M€. Le délai d'affectation court jusqu'au 6 novembre 2018.

Le goodwill provisoire lié à cette acquisition a été déterminé en fonction des éléments suivants :

(en millions d'euros)

	Galitt
Total des actifs acquis	35,7
Total des passifs repris	- 14,1
TOTAL ACTIFS NETS ACQUIS/(PASSIFS NETS REPRIS)	21,6
Intérêts minoritaires	-
PRIX D'ACQUISITION	46,7
ÉCART D'ACQUISITION	25,2

- **Bluecarat** – Le 3 mai 2018, Sopra Steria a pris le contrôle en Allemagne, par l'intermédiaire de sa filiale Sopra Steria Consulting SE, de la totalité du capital de la société Bluecarat, société de services informatiques, spécialiste du Conseil stratégique IT, des projets Agiles, de la Cyber/IT Sécurité et de l'API Management pour de grands acteurs de l'industrie, des services financiers et du secteur public dans ce pays.

L'identification des actifs acquis et passifs assumés est en cours. Le délai d'affectation court jusqu'au 2 mai 2019. Au 30 juin 2018, le Groupe a valorisé l'actif net acquis de cette société à 2,4 M€ donnant lieu à la reconnaissance d'un écart d'acquisition de 11,4 M€. Cette acquisition fait partie de l'unité génératrice de trésorerie Allemagne (Autre Europe).

- **OR Systems** – Le 4 avril 2018, Sopra Steria a pris le contrôle en France, par l'intermédiaire de sa filiale Sopra Banking Software SA, de la société OR Systems, éditeur spécialiste de l'analyse financière à destination des organismes de crédit.

L'identification des actifs acquis et passifs assumés est en cours. Au 30 juin 2018, le Groupe a valorisé un passif net repris de cette société de 0,3 M€ et a reconnu un écart d'acquisition provisoire de 1,9 M€. Le délai d'affectation court jusqu'au 3 avril 2019. OR Systems est incluse dans l'unité génératrice de trésorerie Sopra Banking Software.

- **Autres** – Les actifs acquis et passifs assumés des sociétés Kentor et de 2Moro acquises en 2017 n'ont pas donné lieu à ajustement et aucune autre variation significative de périmètre n'est intervenue au cours du semestre.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

3.1. Résultats sectoriels

a. France

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018		1 ^{er} semestre 2017	
Chiffre d'affaires	849,1		801,8	
Résultat opérationnel d'activité	76,0	9,0 %	72,2	9,0 %
Résultat opérationnel courant	60,5	7,1 %	60,8	7,6 %
Résultat opérationnel	56,1	6,6 %	56,6	7,1 %

b. Royaume-Uni

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018		1 ^{er} semestre 2017	
Chiffre d'affaires	382,8		405,3	
Résultat opérationnel d'activité	17,1	4,5 %	25,5	6,3 %
Résultat opérationnel courant	10,5	2,7 %	19,1	4,7 %
Résultat opérationnel	2,2	0,6 %	19,2	4,7 %

c. Autre Europe

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018		1 ^{er} semestre 2017	
Chiffre d'affaires	475,5		396,6	
Résultat opérationnel d'activité	32,9	6,9 %	26,9	6,8 %
Résultat opérationnel courant	28,9	6,1 %	24,2	6,1 %
Résultat opérationnel	25,1	5,3 %	19,8	5,0 %

d. Sopra Banking Software

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018		1 ^{er} semestre 2017	
Chiffre d'affaires	187,4		173,2	
Résultat opérationnel d'activité	- 8,4	- 4,5 %	4,0	2,3 %
Résultat opérationnel courant	- 14,6	- 7,8 %	- 1,8	- 1,0 %
Résultat opérationnel	- 16,2	- 8,6 %	- 3,3	- 1,9 %

e. Autres Solutions

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018		1 ^{er} semestre 2017	
Chiffre d'affaires	119,2		114,6	
Résultat opérationnel d'activité	15,1	12,7 %	13,1	11,4 %
Résultat opérationnel courant	13,9	11,7 %	11,4	9,9 %
Résultat opérationnel	12,8	10,8 %	10,0	8,7 %

f. Non affecté

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018		1 ^{er} semestre 2017	
Chiffre d'affaires	-		-	
Résultat opérationnel d'activité	-		-	
Résultat opérationnel courant	-		-	
Résultat opérationnel	-		- 0,1	

g. Groupe

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018		1 ^{er} semestre 2017	
Chiffre d'affaires	2 014,0		1 891,5	
Résultat opérationnel d'activité	132,8	6,6 %	141,6	7,5 %
Résultat opérationnel courant	99,2	4,9 %	113,7	6,0 %
Résultat opérationnel	80,0	4,0 %	102,3	5,4 %

3.2. Ventilation par pays du chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	France	Étranger	Total
1 ^{er} semestre 2017	966,1	925,4	1 891,6
1^{er} semestre 2018	1 017,4	996,7	2 014,0

NOTE 4

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

4.1. Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018		1 ^{er} semestre 2017	
France	849,1	42,2%	801,8	42,4 %
Royaume-Uni	382,8	19,0%	405,3	21,4 %
Autre Europe	475,5	23,6%	396,6	21,0 %
Sopra Banking Software	187,4	9,3%	173,2	9,2 %
Autres Solutions	119,2	5,9%	114,6	6,1 %
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	2 014,0	100,0%	1 891,5	100,0 %

Le chiffre d'affaires est constitué pour l'essentiel de prestations dont le revenu est reconnu selon la méthode de l'avancement.

Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires doit être reconnu de manière à traduire le transfert du contrôle des biens ou des services promis au client pour le montant de contrepartie auquel le Groupe s'attend à avoir droit en échange.

a. Principes généraux :**i. Identification du contrat conclu avec le client**

Pour qu'un contrat ou un regroupement de contrats avec un client puisse donner lieu à reconnaissance de revenu, il doit respecter cinq critères : le contrat a une substance commerciale (génération de flux de trésorerie futurs au bénéfice du Groupe), les parties ont approuvé le contrat et se sont engagées à respecter leurs obligations respectives, les droits et obligations de chaque partie sont identifiés, les conditions de paiements sont identifiables, le client a la capacité et l'intention de régler la contrepartie en échange des biens et services qui lui seront fournis.

ii. Identification des obligations de prestations incluses dans le contrat

Ce contrat ou le regroupement de contrats peut comprendre une ou plusieurs obligations de prestations : prestation unique ou contrat à éléments multiples. Une obligation de prestation doit être distinguée des autres à deux conditions. Le bien ou le service sous-jacent doit tout d'abord être distinct dans l'absolu : il peut être vendu seul ou le client peut en tirer bénéfice au moyen de ressources facilement disponibles sur le marché. Le bien ou le service doit aussi être distinct dans le cadre du contrat ce qui nécessite d'analyser la relation de transformation entre les différents biens et services du contrat. Cette relation n'existe pas si le bien ou service considéré n'est pas utilisé pour produire les autres biens ou services objet du contrat, s'il ne vient pas considérablement modifier ou adapter un autre bien ou service promis au contrat, s'il n'est pas étroitement lié ou fortement dépendant des autres biens ou services promis au contrat.

iii. Détermination du prix de transaction du contrat

Une fois l'existence du contrat validée et les différentes obligations de prestations identifiées, le prix de transaction du contrat doit être déterminé puis sa répartition entre les différentes obligations de prestations réalisées.

Le prix de transaction du contrat peut inclure des contreparties variables qui prennent généralement la forme de remises, de rabais, de pénalités ou à l'inverse de bonus et peuvent être conditionnées à la réalisation d'événements du projet. Il peut aussi inclure une composante financière significative ou une contrepartie payable au client.

La contrepartie variable n'est prise en compte à l'origine du contrat qu'à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable qu'il n'existera pas d'ajustement significatif à la baisse du revenu sur les périodes suivantes et si elle n'est pas conditionnée par des événements extérieurs hors du contrôle de la société. Cette contrepartie variable est répartie sur les obligations de prestations au prorata de leur prix de vente spécifique respectif si elle ne peut pas être allouée différemment.

Une composante financière incluse dans le prix de transaction est identifiée si elle est significative et si le délai entre la réalisation de la prestation et son paiement est supérieur à douze mois ou si la courbe de temps au titre de la réalisation des services diverge fortement de celle des règlements. Cette composante financière significative conduit à ajuster le chiffre d'affaires et est comptabilisée comme un revenu financier en *Autres produits financiers* lorsque le Groupe finance le client ou comme une charge financière en *Autres charges financières* lorsque le client finance le Groupe par le versement d'avances.

Une contrepartie payable au client est portée en diminution du prix de transaction du contrat si elle ne correspond pas à une prestation distincte fournie par le client. Dans le cas contraire elle est reconnue en charge opérationnelle.

iv. Allocation du prix de transaction aux différentes obligations de prestations identifiées

Le prix de transaction du contrat est alloué à chaque obligation de prestations identifiée dans le contrat en proportion des prix de vente spécifiques de chaque bien ou service sous-jacent.

Le montant alloué à chaque obligation de prestations identifiée dans le contrat est reconnu en chiffre d'affaires lors du transfert du contrôle au client des biens ou services sous-jacent promis au contrat.

v. Reconnaissance du revenu

Le transfert du contrôle d'un bien ou d'un service au client est réalisé en continu (impliquant la comptabilisation du chiffre d'affaires à l'avancement) seulement si l'une des trois conditions suivantes est satisfaite :

- le client reçoit et consomme simultanément les avantages de la prestation au fur et à mesure où celle-ci a lieu ;
- la prestation crée ou valorise un actif dont le client obtient le contrôle au fur et à mesure de sa création ou de son développement ;
- si aucune des deux premières conditions ne peut s'appliquer, le chiffre d'affaires de prestations réalisées selon un contrat au forfait ne peut être reconnu à l'avancement que si l'actif créé n'a pas d'autre utilisation alternative pour le Groupe et le Groupe dispose d'un droit exécutoire à paiement au titre des travaux réalisés à date.

Les prestations rendues non encore ou partiellement facturées figurent au bilan en *Actifs sur contrats clients* du poste *Clients et comptes rattachés*. Celles facturées mais non encore totalement exécutées figurent au bilan en *Passifs sur contrats clients* du poste *Autres dettes courantes*.

Dans le cas où un contrat au forfait devient déficitaire, la perte à terminaison est systématiquement provisionnée dans le poste *Provisions pour risques et charges*.

b. Application pratique à la reconnaissance du revenu des prestations réalisées par le Groupe pour le compte de ses clients**i. Coûts d'obtention de contrat et coûts d'exécution de contrat**

Les coûts d'obtention d'un contrat sont comptabilisés à l'actif si deux conditions sont remplies : ils n'auraient pas été encourus si le contrat n'avait pas été obtenu et ils sont recouvrables. Il peut s'agir de commissions de commerciaux si celles-ci sont spécifiquement et uniquement liées à l'obtention d'un contrat et n'ont donc pas été accordées de manière discrétionnaire.

ii. Coûts d'exécution de contrat : phases de transition / transformation des contrats de tierce maintenance applicative, de gestion d'infrastructure et d'outsourcing, phase préparatoire des licences en mode SaaS

Les coûts d'exécution ou de mise en œuvre d'un contrat sont des coûts directement liés au contrat, qui sont nécessaires à la réalisation des obligations de prestation dans le futur et que l'on s'attend à recouvrer. Ils ne remplissent pas les critères définis dans les principes généraux pour constituer une obligation de prestation distincte.

Certains contrats de tierce maintenance applicative, de gestion d'infrastructure ou d'Outsourcing peuvent comprendre des phases de transition et de transformation. Dans le cadre de contrats simples, ces activités sont confondues et ont pour objectif de préparer la phase d'exploitation. Elles ne sont pas distinctes des services ultérieurs à rendre. Elles sont dans ce cas constitutives de coûts de mise en œuvre du contrat. Ceux-ci sont capitalisés et reconnus en *Stocks (Autres actifs courants)*.

En revanche, dans le cadre de contrats plus complexes ou d'envergure, la phase de transformation est souvent plus importante, plus longue et significative. Elle intervient généralement préalablement à l'exploitation ou est concomitante à une exploitation d'intérim pour définir un modèle d'exploitation cible. Elle est alors constitutive d'une obligation de prestation distincte.

Les contrats de licences en mode SaaS nécessitent des phases préparatoires (intégration fonctionnelle, mise en place de l'environnement technique) dans le but d'accéder à une phase cible d'exploitation. Elles ne représentent pas des obligations distinctes mais constituent des coûts de mise en œuvre du contrat qui sont capitalisés et reconnus en *Stocks (Autres actifs courants)*.

Les coûts d'exécution ou de mise en œuvre d'un contrat capitalisés en *Stocks (Autres actifs courants)* sont repris en résultat selon un mode cohérent avec la reconnaissance des revenus et ne donnent jamais lieu à reconnaissance de chiffre d'affaires.

iii. Prestations de réalisation, de conseil et d'assistance en régie, d'outsourcing, de gestion d'infrastructures ou de tierce maintenance applicative (maintenance corrective)

Le chiffre d'affaire des prestations de réalisation, de conseil et d'assistance en régie, d'outsourcing, de gestion d'infrastructures ou de tierce maintenance applicative (maintenance corrective) est comptabilisé, conformément aux principes généraux, au moment où le client reçoit et consomme simultanément les avantages de la prestation. Il est reconnu en fonction des temps passés ou d'autres unités d'œuvres facturables.

iv. Prestations objet d'un contrat au forfait

Le chiffre d'affaires de prestations objet d'un contrat au forfait est comptabilisé, conformément aux principes généraux de reconnaissance du revenu, selon la méthode de mesure de l'avancement dans les deux situations suivantes :

- les prestations sont réalisées dans l'environnement du client ou valorisent un actif du client. Ce dernier en obtient ainsi le contrôle au fur et à mesure de sa création ou de son développement ;

- le contrat prévoit des prestations de développement, dans l'environnement du Groupe, d'actifs très spécifiques (solutions par exemple) pour un client, avant leur implémentation sur l'infrastructure de ce dernier. Il prévoit aussi le règlement de leur valeur en cas de résiliation pour convenance (lorsque le client a ce droit). Ainsi, l'actif créé n'a pas d'autre utilisation alternative pour le Groupe et le Groupe dispose d'un droit exécutoire à paiement au titre des travaux réalisés à date.

Le chiffre d'affaires et le résultat dégagé sur les prestations objet d'un contrat au forfait sont comptabilisés en fonction d'une estimation qualifiée de l'avancement.

v. Licences :

Si l'analyse d'un contrat conformément aux principes généraux permet d'identifier la livraison d'une licence en tant qu'obligation de prestation distincte, le transfert de son contrôle au client peut être réalisé soit à un moment précis (octroi d'un droit d'utilisation), soit en continu (octroi d'un droit d'accès).

Un droit d'accès correspond à l'Édition de solutions en mode SaaS. L'éditeur met en œuvre à tout moment des évolutions de sa solution dont le client peut subir positivement ou négativement les conséquences, ces évolutions ne constituant pas un service pour le client. Dans cette situation, le chiffre

d'affaires est reconnu au fur et à mesure que le client reçoit et consomme les avantages de la prestation.

Si la nature de la licence accordée au client ne correspond pas à la définition du droit d'accès, il s'agit alors d'un droit d'utilisation. Dans cette situation, le chiffre d'affaires de la licence sera reconnu à sa livraison dès lors que celle-ci respecte toutes les obligations prévues au contrat.

vi. Distinction agent/principal

Si l'analyse d'un contrat conformément aux principes généraux permet d'identifier une prestation de revente de biens ou services comme une obligation de prestation distincte, alors il convient de déterminer si le Groupe agit comme « agent » ou comme « principal ». Il est « agent » s'il n'est pas responsable au regard du client de l'exécution de la prestation et de son acceptation par celui-ci, s'il n'a aucune action de transformation sur les biens ou services et s'il ne supporte aucun risque d'inventaire. Dans cette situation, il reconnaît le chiffre d'affaires pour un montant net correspondant à sa marge ou à sa commission. Dans le cas contraire, lorsqu'il prend le contrôle du bien ou du service avant sa revente au client final, il est « principal ». Le chiffre d'affaires est reconnu sur une base brute et les achats externes sont comptabilisés en totalité en charge opérationnelle.

4.2. Autres produits et charges opérationnels non courants

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Frais liés aux regroupements d'entreprises (honoraires, commissions...)	- 0,4	- 0,4
Coûts nets de restructuration et de réorganisation	- 18,0	- 10,1
<ul style="list-style-type: none"> dont intégration et réorganisation des activités dont coût des départs 	- 1,5	- 0,8
Autres charges opérationnelles	- 16,5	- 9,4
Autres charges opérationnelles	- 0,7	- 1,1
Total des autres charges opérationnelles	- 19,1	- 11,6
Autres produits opérationnels	-	0,2
Total des autres produits opérationnels	-	0,2
TOTAL	- 19,1	- 11,4

Au cours du premier semestre 2018, le Groupe a poursuivi ses efforts de restructuration et de réorganisation principalement au Royaume-Uni mais aussi en France dans son activité de gestion d'infrastructures informatiques et en Allemagne.

NOTE 5

AVANTAGES AU PERSONNEL

5.1. Charges de personnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Salaires et traitements	- 935,0	- 883,4
Charges sociales	- 293,2	- 274,2
Charge nette liée aux avantages postérieurs à l'emploi et assimilés	- 7,4	- 17,3
TOTAL	- 1 235,6	- 1 174,9

5.2. Effectifs

Effectifs fin de période	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
France	19 056	18 629
International	23 723	21 802
TOTAL	42 779	40 431

5.3. Engagements de retraite et assimilés

Les engagements de retraite et assimilés se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Avantages postérieurs à l'emploi à l'actif	- 2,1	- 4,3
Avantages postérieurs à l'emploi au passif	268,6	363,2
Avantages postérieurs à l'emploi nets	266,4	358,9
Autres avantages à long terme	7,8	14,9
TOTAL	274,2	373,8

Les avantages postérieurs à l'emploi concernent les engagements du Groupe vis-à-vis de ses employés au titre des indemnités de fin de carrière en France, des régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe (Belgique, Norvège).

Le passif net représenté par les engagements de retraite et avantages assimilés est calculé à la date de clôture des comptes sur

la base des dernières évaluations disponibles à la date de clôture de l'exercice précédent. Une revue des hypothèses actuarielles a été réalisée afin de tenir compte des évolutions éventuelles du semestre ou d'impacts ponctuels. La valeur de marché des actifs de couverture est revue à la date de clôture.

L'évolution des passifs nets des principaux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au cours du premier semestre 2018 est présentée ci-dessous :

(en millions d'euros)	Fonds de pension à prestations définies Royaume-Uni	Indemnités de fin de carrière France	Fonds de pension à prestations définies Allemagne	Autres	Total
Passif net au 31 décembre 2017	201,6	112,0	42,2	3,0	358,9
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	4,7	5,1	0,4	0,1	10,4
■ dont dotations opérationnelles liées au coût des services rendus	2,3	4,1	0,1	0,1	6,6
■ dont charges nettes d'intérêts	2,5	1,0	0,3	-	3,8
Charge nette comptabilisée en capitaux propres	- 87,4	- 1,1	0,2	-	- 88,4
■ dont rendement des actifs du régime	32,6	-	-	-	32,6
■ dont écarts d'expérience	- 1,3	- 0,3	-	-	- 1,6
■ dont effet des changements dans les hypothèses financières	- 118,7	- 0,9	0,2	-	- 119,4
Cotisations	- 13,3	- 1,3	- 0,6	- 0,2	- 15,5
■ dont cotisations de l'employeur	- 13,3	- 1,3	- 0,6	- 0,2	- 15,5
■ dont cotisations du participant au régime	-	-	-	-	-
Différences de change	0,9	-	-	-	0,9
Variations de périmètre	-	0,1	-	-	0,1
PASSIF NET AU 30 JUIN 2018	106,6	114,8	42,2	2,8	266,4

Les hypothèses actuarielles utilisées au 30 juin 2018 pour valoriser ces passifs sont les suivantes :

	Royaume-Uni	France	Allemagne	Autres
Taux d'actualisation	2,86 %	1,58 % à 1,80 %	1,02 % à 1,58 %	0,70 % à 2,60 %
Taux d'inflation ou d'augmentation des salaires	3,02 %	2 % à 2,5 %	2 % à 2,50 %	2 % à 2,70 %

Au 31 décembre 2017, elles étaient de :

	Royaume-Uni	France	Allemagne	Autres
Taux d'actualisation	2,55 %	1,77 %	1,02 % à 1,53 %	0,70 % à 2,60 %
Taux d'inflation ou d'augmentation des salaires	3,11 %	2 % à 2,50 %	2 % à 2,50 %	2 % à 2,70 %

5.4. Charges liées aux stock-options et assimilées

5.4.1. Plan d'attribution d'actions gratuites

Le 16 février 2018, le Groupe a mis en place un nouveau plan d'actions gratuites en complément de ceux décidés le 24 juin 2016 et le 24 février 2017 et décrit en note 5.4.2. chapitre 4. Comptes consolidés du Rapport financier annuel 2017. Il est assujéti à la réalisation de conditions de performance basées sur la croissance du chiffre d'affaires, les niveaux de Résultat opérationnel d'activité et de flux net de trésorerie disponible sur les exercices 2018, 2019 et 2020, et à des conditions de présence. Une charge de 2,0 M€ a été comptabilisée au cours du 1^{er} semestre 2018 en *Charges liées aux stock-options et assimilées* au titre de ces plans.

Les charges liées aux anciens plans d'attribution gratuite d'actions de performance s'élevèrent à 3,0 M€ au cours du 1^{er} semestre 2018.

5.4.2. Plan d'actionnariat salarié

Dans le cadre du Projet d'Entreprise Sopra Steria 2020, le Groupe a lancé un programme d'actionnariat salarié, dénommé *We Share*. Il a de nouveau permis aux salariés d'acheter des actions Sopra Steria Group, sous certaines conditions, du 27 mars au 10 avril 2018 inclus.

Les principales caractéristiques de l'offre étaient les suivantes :

- une offre ouverte à l'ensemble des salariés éligibles ;
- un investissement, via le FCPE, en actions Sopra Steria Group, dont la performance suivra à la hausse comme à la baisse l'évolution du cours de l'action ;
- le bénéfice d'un abondement à raison d'une action Sopra Steria Group gratuite pour une action achetée ;
- un montant d'investissement correspondant au minimum au prix d'une action et au maximum à 3 000 € ;
- le bénéfice des dividendes éventuels attachés à l'action ;
- une fiscalité favorable dans le cadre du Plan d'Épargne Groupe (PEG) ;
- un investissement bloqué cinq ans, sauf cas de déblocage anticipé.

Le résultat final de l'opération a été de 106 049 actions souscrites par les salariés et autant d'actions versées au titre de l'abondement. Sopra Steria Group a utilisé, pour transférer les actions au titre de l'abondement, son stock d'actions autodétenues, correspondant soit à des actions existantes, soit à des actions préalablement rachetées dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires du 13 juin 2017.

La juste valeur des actions gratuites a été déterminée par référence à la moyenne des cours de clôture pendant la période de souscription du 27 mars au 10 avril 2018, soit 131,5 €, à laquelle a été appliquée une décote d'incessibilité de 20 %.

Une charge de 17,1 M€, dont 13,9 M€ au titre d'IFRS 2 a été comptabilisée en Résultat opérationnel courant.

NOTE 6

CHARGE D'IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Impôts courants	- 35,3	- 27,9
Impôts différés	0,4	- 2,8
TOTAL	- 34,9	- 30,7

Sur le premier semestre 2018, le taux effectif d'impôt du Groupe s'établit à 47,8 %, à comparer à un taux effectif de 31,7 % reconnu au cours du premier semestre 2017. Ce taux élevé s'explique par un mix résultat différent au 30 juin de celui attendu en fin d'année et par une CVAE, Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, en France stable entre les deux périodes. Le taux effectif d'impôt attendu au 31 décembre 2018 est de l'ordre de 30,5 %.

NOTE 7 ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Ces éléments comprennent les autres actifs financiers non courants, les clients et comptes rattachés, les autres actifs courants, les autres dettes non courantes et les fournisseurs et autres dettes courantes

7.1. Autres actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	30/06/2018	30/06/2017
Actifs disponibles à la vente	20,8	15,4
Autres prêts et créances	11,2	9,9
Instruments dérivés	2,1	6,4
TOTAL	34,1	31,7

Les actifs disponibles à la vente sont essentiellement constitués des titres CS Communication & Systèmes (CS). Au début du mois de juillet 2018, cette société a lancé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription. Le Groupe, qui détenait au 30 juin 2018 2 230 000 actions, s'était

engagé au cours du 1^{er} semestre 2018 à souscrire à l'augmentation de capital à titre irréductible à hauteur de 178 400 actions CS en exerçant la totalité des droits préférentiels de souscription attachés aux 2 230 000 actions qu'il détenait, soit un montant total de souscription de 1,1 M€. Cet engagement est reconnu dans les comptes au 30 juin 2018.

7.2. Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Créances clients – valeur brute	620,9	666,1
Dépréciation des créances clients	- 11,4	- 11,4
Créances clients – valeur nette	609,5	654,7
Actifs sur contrats clients	546,1	492,4
TOTAL	1 155,6	1 147,1

Au 30 juin 2018, le Groupe n'a réalisé aucune cession de créances commerciales.

En décembre 2017, le Groupe avait procédé à une cession de créances commerciales en France pour 56,8 M€ dont 19,8 M€ avec recours et 37,0 M€ sans recours. Seules les créances cédées sans recours avaient été décomptabilisées du bilan.

7.3. Autres actifs courants

Au cours du premier semestre 2018, le Groupe a cédé en France ses créances de Crédit d'Impôt Recherche (CIR) pour 29,1 M€.

Au cours du premier semestre de l'année dernière, le Groupe avait procédé en France à la cession de créances de CIR pour 20,7 M€.

Sur l'année 2017, il avait cédé ses créances de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) 2017 et CIR pour 47,5 M€.

Ces cessions sont déconsolidantes.

7.4. Autres dettes non courantes

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Options de vente accordées	62,8	58,4
Autres dettes – part à plus d'un an	2,2	3,6
Instruments financiers dérivés	4,4	3,2
TOTAL	69,3	65,2

Au Royaume-Uni, le droit de vente accordé par le Groupe au Cabinet Office sur les actions que ce dernier détient dans la joint-venture SSCL, exerçable du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023, représente une dette non courante de 56,0 M€ au 30 juin 2018.

Le Groupe s'est aussi engagé irrévocablement à acquérir auprès des actionnaires minoritaires de Tecfit, société holding de Galitt, société acquise au cours du second semestre 2017 (cf. note 2), leurs titres par une promesse d'achat. La dette non courante associée s'élève à 6,8 M€ au 30 juin 2018.

NOTE 8

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

8.1. Écarts d'acquisition

8.1.1. Tableau de variation des écarts d'acquisition

Les mouvements intervenus au cours du premier semestre 2017 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
31 décembre 2017	1 669,9	79,3	1 590,6
Acquisitions			
■ Bluecarat	11,4	-	11,4
■ Orsystem	1,9	-	1,9
Ajustements sur regroupements d'entreprises	- 7,9	-	- 7,9
Dépréciations	-	-	-
Écarts de conversion	2,5	-	2,5
30 JUIN 2018	1 677,8	79,3	1 598,4

Les ajustements sur regroupements d'entreprises sont décrits en note 2. Périmètre de consolidation.

8.1.2. Répartition des écarts d'acquisition par UGT

Les valeurs nettes comptables des écarts d'acquisition se répartissent par UGT de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
France	498,7	491,1
Royaume-Uni	575,7	575,0
Autre Europe ⁽¹⁾	301,4	288,3
Sopra Banking Software	210,1	223,6
Sopra HR Software	12,5	12,5
TOTAL	1 598,4	1 590,6

(1) Autre Europe est le regroupement des UGT suivantes testées séparément : Allemagne, Scandinavie, Espagne, Italie, Suisse, Belgique et Luxembourg.

8.1.3. Tests de dépréciation

Le Groupe réalise des tests de valeur annuellement ou lorsque des indicateurs de perte de valeur se manifestent.

Au 30 juin 2018, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Le Groupe n'a pas procédé à des tests de dépréciation.

NOTE 9 TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

9.1. Résultat net des entreprises associées

(en millions d'euros)	30/06/2018	% de détention 30/06/2018	30/06/2017	% de détention 30/06/2017
Quote-part de résultat d'Axway Software	1,3	32,57%	0,9	32,63 %
Quote-part de résultat de Diamis	-	-	0,1	40,00 %
TOTAL	1,3		1,0	

9.2. Valeur au bilan des entreprises associées

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Axway Software	192,2	189,1
Diamis	-	-
TOTAL	192,2	189,1

Le tableau de variation des titres de participation Axway Software est le suivant :

(en millions d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
31 décembre 2017	189,1	-	189,1
Variations de périmètre	-	-	-
Opérations sur capital	0,1	-	0,1
Dividendes versés	-	-	-
Résultat net	1,3	-	1,3
Écarts de conversion	1,7	-	1,7
Variation du pourcentage d'intérêts	- 0,1	-	- 0,1
Cession	-	-	-
Autres mouvements	0,1	-	0,1
30 JUIN 2018	192,2	-	192,2

Au 30 juin 2018, les titres Axway Software détenus par Sopra Steria Group représentent 32,57 % du capital contre 32,59 % au 31 décembre 2017.

Compte tenu de la saisonnalité de l'activité d'Axway qui ne permet pas de préjuger de la rentabilité annuelle de la société, le Groupe

n'a pas mis à jour l'estimation de la valeur d'utilité de sa participation et procédera à son réexamen lors de la clôture des comptes annuels 2018.

NOTE 10

PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

10.1. Provisions courantes et non courantes

(en millions d'euros)	01/01/2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres	Écarts de conversion	30/06/2018	Part non courante	Part courante
Provisions pour litiges	5,5	-	0,7	- 0,9	- 0,1	- 0,2	-	4,9	0,8	4,1
Provisions pour garanties	0,3	-	-	-	-	-	-	0,3	0,2	0,1
Provisions pour pertes sur contrats	0,7	-	0,1	- 0,7	-	-	-	0,1	-	0,1
Provisions pour impôts	29,1	-	0,1	-	-	-	-	29,2	29,2	-
Provisions pour restructuration	11,0	-	3,7	- 5,2	-	0,1	-	9,5	2,4	7,1
Autres provisions pour risques	26,2	-	1,1	- 4,1	- 0,9	-	- 0,1	22,2	21,6	0,6
TOTAL	72,8	-	5,6	- 11,0	- 1,1	- 0,1	- 0,1	66,1	54,0	12,1

Les provisions pour litiges couvrent des litiges prud'homaux et des indemnités de départ de collaborateurs (4,3 M€ au 30 juin 2018 contre 4,5 M€ au 31 décembre 2017), des franchises d'assurance et des litiges commerciaux avec des clients.

Les provisions pour impôts concernent essentiellement les risques fiscaux relatifs à la France, et notamment le crédit impôt recherche et les retenues à la source pratiquées par des clients étrangers.

Les provisions pour restructuration correspondent principalement aux coûts résiduels du programme de transformation du périmètre d'origine Steria en France (1,2 M€), aux coûts de mesures ponctuelles de restructuration prises en Allemagne (3,4 M€) et à des coûts d'intégration Sopra Steria principalement liés aux locaux (4,6 M€ en France).

Les autres provisions pour risques couvrent essentiellement des coûts relatifs aux locaux (7,9 M€ dont 7,3 M€ de coûts liés aux remises en état, essentiellement au Royaume-Uni), aux clients et projets pour 7,1 M€ (dont 5,3 M€ au Royaume-Uni et 1,4 M€ en Allemagne), des risques contractuels (4,7 M€) et des risques fiscaux et sociaux (1,7 M€).

10.2. Passifs éventuels

Les passifs éventuels décrits à la note 10.2 du document de référence 2017 n'ont pas évolué significativement au cours du premier semestre 2018.

NOTE 11

FINANCEMENT ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

11.1. Charges et produits financiers

11.1.1. Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Produits d'intérêts	2,6	3,6
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2,6	3,6
Charges d'intérêts	- 5,7	- 6,3
Résultat des couvertures sur endettement financier brut	- 0,7	- 0,8
Coût de l'endettement financier brut	- 6,3	- 7,1
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 3,7	- 3,5

Le taux moyen des emprunts après prise en compte des couvertures est de 1,61 % au cours du premier semestre 2018, contre 1,62 % au cours du premier semestre 2017.

11.1.2. Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Gains et pertes de changes	- 0,6	- 2,0
Autres produits financiers	0,6	7,5
Charges d'intérêts nettes sur obligations de retraite	- 3,8	- 5,0
Intérêts sur dette de participation des salariés	- 0,1	- 0,3
Charges de désactualisation des passifs non courants	- 0,5	- 0,4
Variation de valeur des instruments financiers dérivés	1,9	- 0,7
Autres charges financières	- 0,9	- 0,8
Total des autres charges financières	- 3,3	- 7,3
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	- 3,2	- 1,8

La conversion en actions des obligations convertibles CS Communication & Systèmes a généré un produit financier de 6,5 M€ au premier semestre 2017.

Le traitement comptable des variations de valeur des instruments financiers dérivés diffère entre 2018 et 2017, respectivement IFRS 9 et IAS 39 (cf. note 1.2.2).

11.2. Emprunts et dettes financières – Endettement net

(en millions d'euros)	Courant	Non courant	30/06/2018	31/12/2017
Emprunts obligataires	10,2	179,9	190,1	187,6
Emprunts bancaires	23,4	241,7	265,1	234,9
Dettes liées aux contrats de location-financement	6,7	6,2	12,8	13,2
Autres dettes financières diverses	212,0	99,0	311,0	230,5
Concours bancaires courants	13,1	-	13,1	6,5
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	265,4	526,8	792,1	672,5
Valeurs mobilières de placement	- 69,0	-	- 69,0	- 84,2
Disponibilités	- 60,8	-	- 60,8	- 78,2
ENDETTEMENT FINANCIER NET	135,6	526,8	662,4	510,1

Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement et autres placements sont constitués de placements monétaires à court terme et de dépôts à court terme. Ces placements sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les entités en Inde contribuent à la trésorerie nette à hauteur de 71,5 M€. En cas de rapatriement sous forme de dividendes de cette trésorerie, une retenue à la source devra être appliquée laquelle a été provisionnée.

Emprunts et dettes financières

Le Groupe dispose :

- de lignes de financement bancaires s'élevant à un équivalent euro de 1 333 M€ comprenant un crédit syndiqué, des lignes de découvert et un emprunt avec une banque du pool d'un montant porté à 60 M€ non amortissable à échéance janvier 2021 et rémunéré à taux fixe. Ces lignes de financement bancaires sont utilisées à hauteur de 20,2 % au 30 juin 2018. Hormis l'emprunt de 60 M€, ces lignes sont à taux variables et font l'objet de couverture du risque de taux d'intérêts ;
- de l'emprunt obligataire de 180 M€, utilisé intégralement et rémunéré à taux fixe ;
- d'un programme de NEU CP (anciennement dénommés billets de trésorerie) d'un montant maximum de 700 M€ utilisé à hauteur

de 212 M€ et rémunéré sur la base des taux variables et d'une marge lors de chaque émission ;

- d'un programme de NEU MTN d'un montant maximum de 300 M€ utilisé à hauteur de 99 M€ et rémunéré sur la base de taux fixes ou de taux variables et d'une marge lors de chaque émission. Les échéances des NEU MTN émis vont de deux à cinq ans ;
- de lignes de crédit-bail pour un encours de 12,8 M€.

Le crédit syndiqué et l'emprunt obligataire sont soumis à des conditions contractuelles, notamment l'engagement de respecter des covenants financiers.

Deux ratios financiers, calculés semestriellement sur la base des comptes consolidés publiés, sur une base glissante de

12 mois, sont à respecter :

- le premier, dit ratio de levier (*leverage*), qui calcule le rapport dette financière nette/EBITDA *pro forma* ;
- le second, dit ratio de couverture des intérêts (*interest coverage*) qui calcule le rapport EBITDA *pro forma*/coût de l'endettement financier net.

Le premier ratio ne doit pas dépasser 3,0 à chaque date de calcul et le second ne doit pas être inférieur à 5,0 à chaque date de calcul.

La dette financière nette désigne, sur une base consolidée, l'ensemble des emprunts et dettes financières assimilées (excluant les dettes intra-groupes) diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie disponibles.

L'EBITDA *pro forma* est le Résultat opérationnel d'activité (ROA) consolidé hors dotations aux amortissements et provisions incluses dans le Résultat opérationnel d'activité. Il est établi sur une base glissante de 12 mois et donc retraité de façon à l'exprimer sur la base d'un périmètre constant sur 12 mois.

Le coût de l'endettement financier net est également déterminé sur une base de douze mois glissants.

Au 30 juin 2018, ces covenants financiers sont respectés.

11.3. Instruments financiers et gestion des risques de taux et de change

11.3.1. Gestion du risque de taux

Le Groupe se prémunit également contre les fluctuations de taux d'intérêts en swappant à taux fixe une partie de la dette financière variable.

Au 30 juin 2018, le Groupe a souscrit à plusieurs contrats d'échange de conditions d'intérêts. Le montant du notionnel de ces contrats est de 550 M€ et leur juste valeur est de -1,5 M€.

Le nominal des instruments dérivés de taux qualifiés en couvertures de flux de trésorerie (*Cash Flow Hedge*) s'élève à 450 M€. Le

nominal des instruments dérivés de taux non éligibles à la comptabilité de couverture s'élève à 100 M€.

Le total des dettes financières brutes soumises à un risque de taux d'intérêt s'élève à 500 M€.

Les contrats de couverture de taux existant au 30 juin 2018 permettent de réduire cette exposition.

11.3.2. Gestion du risque de change

Dans le cadre de sa politique globale de gestion des risques, le Groupe a pour pratique de systématiquement couvrir le risque de change transactionnel présentant un caractère significatif à l'échelle du Groupe.

Une gestion centralisée du risque de change transactionnel a été mise en place avec les principales entités du Groupe (en dehors de l'Inde). Sopra Steria Group intervient comme entité centralisatrice, accorde des garanties de change aux filiales et après *netting* des expositions internes couvre l'exposition résiduelle en utilisant des instruments dérivés.

La couverture du risque de change concerne essentiellement les expositions transactionnelles en lien avec les plate-formes de production du Groupe en Inde et en Pologne et certains contrats commerciaux libellés en dollar américain. Ces couvertures portant conjointement sur des éléments facturés et des flux de trésorerie futurs, la variation de juste valeur correspondante est enregistrée en compte de résultat pour la partie facturée et en capitaux propres pour les flux de trésorerie futurs.

Au 30 juin 2018, la juste valeur de ces contrats s'élève à 0,4 M€ pour un montant notionnel total de 162,7 M€.

NOTE 12 FLUX DE TRÉSORERIE

12.1. Variation de l'endettement financier net

Le *Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle* est mesuré à partir du *Résultat opérationnel d'activité* corrigé des dotations aux amortissements et provisions qu'il comprend, ce qui permet d'obtenir l'EBITDA, et d'autres éléments sans effet de trésorerie, ajusté des impôts décaissés, des coûts de restructuration et d'intégration décaissés et de la variation du besoin en fonds de roulement. Il se distingue du *Flux net de trésorerie généré par l'activité* du Tableau des flux de trésorerie consolidés compris dans les états financiers en page 14 car il ne comprend pas l'effet sur la

trésorerie des *Autres produits et charges financiers* (cf. note 11.1.2.) contrairement au second.

Le *Flux net de trésorerie disponible (Free Cash Flow)* se définit comme le flux de trésorerie généré par l'activité corrigé des effets des investissements (nets des cessions) en immobilisations incorporelles et corporelles réalisés au cours de la période, des charges et produits financiers décaissables ou encaissables et des contributions additionnelles versées pour faire face aux déficits de certains plans d'engagement de retraites à prestations définies.

Corrigé des flux de trésorerie liés à des opérations de financement, à l'incidence des variations de change sur l'endettement net, il permet d'expliquer la variation de l'endettement financier net.

(en millions d'euros)	30/06/2018	30/06/2017
Résultat opérationnel d'activité	132,8	141,6
Amortissements et provisions (hors actifs incorporels affectés)	22,9	6,7
EBITDA	155,7	148,3
Éléments non cash	- 2,7	- 0,8
Impôts versés	- 34,9	- 23,7
Dépréciations sur actifs circulants	- 0,8	- 0,5
Variation du BFR opérationnel	- 169,4	- 186,9
Coûts de réorganisation et restructurations	- 20,7	- 12,6
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	- 72,8	- 76,4
Décaissements liés aux investissements en actifs corporels et incorporels	- 25,7	- 22,8
Encaissements liés aux cessions d'actifs corporels et incorporels	0,1	2,0
Variations liées aux opérations d'investissement en biens corporels et incorporels	- 25,7	- 20,8
Intérêts financiers nets	- 4,6	- 3,1
Contributions additionnelles liées aux engagements de retraite à prestations définies	- 11,2	- 8,8
Flux net de trésorerie disponible	- 114,3	- 109,1
Incidence de variations de périmètre	- 15,7	- 26,6
Incidence des décaissements sur immobilisations financières	- 2,7	- 2,7
Incidence des encaissements sur immobilisations financières	0,3	0,9
Dividendes versés	-	- 0,0
Dividendes reçus	-	2,8
Augmentations de capital	-	0,2
Rachat et reventes d'actions propres	- 18,3	- 1,0
Flux net de trésorerie	- 150,6	- 135,6
Incidence des variations de change	- 1,6	- 1,7
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 152,3	- 137,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie – ouverture	155,9	261,7
Emprunts et dettes financières (part non courante) – ouverture	- 398,9	- 402,6
Emprunts et dettes financières (part courante) – ouverture	- 267,1	- 365,1
Endettement financier net à l'ouverture	- 510,1	- 506,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture	116,7	220,8
Emprunts et dettes financières (part non courante) – clôture	- 526,8	- 424,5
Emprunts et dettes financières (part courante) – clôture	- 252,3	- 439,5
Endettement financier net à la clôture	- 662,4	- 643,3
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 152,3	- 137,3

Le flux net de trésorerie disponible du 1^{er} semestre, traditionnellement négatif en raison de la saisonnalité habituellement constatée, s'établit à (-) 114,3 M€. Il comprend notamment l'effet défavorable de (-) 37,0 M€ de la cession de créances commerciales en France réalisées en décembre 2017 sans recours (cession déconsolidante).

Incidence des variations de périmètre (cf. note 2)

(en millions d'euros)	30/06/2018	30/06/2017
Coût des acquisitions décaissé (hors compléments de prix)	- 16,4	- 26,5
Endettement net/Trésorerie nette des sociétés acquises	0,7	-
Compléments de prix	-	- 0,1
TOTAL	- 15,7	- 26,6

12.2. Autres flux de trésorerie

Outre les incidences des variations de périmètre, les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement sont marqués par des décaissements liés aux dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles pour 25,7 M€ et à la participation au capital de Sentryo et au financement en France de la Foncière Numérique pour 2,1 M€.

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement comprennent, outre les encaissements et décaissements liés aux emprunts et dettes financières, l'impact des transactions sur actions propres principalement liées au programme d'actionnariat salarié dénommé *We Share* pour (-) 15,5 M€ et les contributions additionnelles versées au titre de la réduction des déficits des régimes d'engagements postérieurs à l'emploi à prestations définies pour 11,0 M€ au Royaume-Uni.

NOTE 13

CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION**13.1. Capitaux propres**

L'état des variations des capitaux propres consolidés figure à la page 13.

13.1.1. Évolution du capital social

Le capital social de Sopra Steria Group s'élève au 30 juin 2018 à 20 547 701 €. Il est composé de 20 547 701 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 1 €.

13.1.2. Opération sur titres autodétenus

Au 30 juin 2018, la valeur des actions propres portée en diminution des capitaux propres consolidés s'élève à 44,6 M€ et est constituée de 320 247 actions, dont 292 353 détenues par des trusts anglais inclus dans le périmètre de consolidation, de 20 535 acquises au titre du programme de rachat d'actions permettant de servir le plan d'actionnariat salarié, et de 7 359 actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité.

13.1.3. Dividendes

L'Assemblée générale de Sopra Steria Group réunie le 12 juin 2018 a décidé de distribuer un dividende ordinaire de 49,3 M€ au titre de l'exercice 2017, soit 2,40 € par action. Ce dividende a été mis en paiement le 5 juillet 2018 pour un montant de 49,3 M€, net du dividende revenant aux titres autodétenus.

13.1.4. Intérêts ne conférant pas le contrôle

Du fait du traitement comptable du droit de vente accordé sur les titres SSCL et Tecfit (Galitt), le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle au bilan concerne pour l'essentiel la part du ministère de la Santé britannique dans l'actif net de NHS SBS, soit 33,0 M€.

Au compte de résultat, les parts des intérêts ne conférant pas le contrôle représentent (-) 0,1 M€ pour SSCL, 1,0 M€ pour NHS SBS, et 0,2 M€ pour Galitt.

13.2. Résultats par action

	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Résultat net – part du Groupe (en millions d'euros) (a)	38,4	65,9
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (b)	20 547 701	20 533 591
Nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle (c)	389 408	332 265
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle (d) = (b) - (c)	20 158 293	20 201 326
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (en euros) (a/d)	1,90	3,26

	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Résultat net – part du Groupe (en millions d'euros) (a)	38,4	65,9
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle (d)	20 158 293	20 201 326
Effet dilutif des instruments source d'actions ordinaires potentielles (e)	71 209	47 648
Nombre moyen pondéré de titres de capitaux propres théorique (f) = (d) + (e)	20 229 502	20 248 974
RÉSULTAT DILUE PAR ACTION (en euros) (a/f)	1,90	3,26

Les modalités de calcul des résultats par action sont décrites à la note 13.2 du chapitre 4 du Document de référence 2017.

Les actions d'autocontrôle sont détaillées en note 13.1.2.

Les instruments dilutifs sont présentés en note 5.4.1.

NOTE 14

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les accords conclus avec des parties liées au groupe Sopra Steria ont été identifiés dans le document de référence Sopra Steria 2017, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 13 avril 2018, dans la note 14 « Transactions avec les parties liées ».

En dehors de ceux décrits dans le document de référence 2017, il n'y a pas eu de nouveaux accords avec des parties liées au groupe Sopra Steria au cours du premier semestre 2018.

NOTE 15

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du Groupe sont ceux consentis ou reçus par Sopra Steria Group et ses filiales. Ils n'ont pas varié de manière significative par rapport à ceux du 31 décembre 2017 présentés

dans la note 15 « Engagements hors bilan » du document de référence 2017.

NOTE 16

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE

■ **Projet d'acquisition de it-economics** – Sopra Steria a annoncé le 6 juillet 2018 la finalisation le 5 juillet 2018 de

l'acquisition de it-economics, société allemande de conseil dans le numérique.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Sopra Steria Group, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire. Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.2.1 et 4.1 des comptes consolidés semestriels résumés concernant la première application de la norme IFRS 15, ainsi que sur la note 1.2.2 des comptes consolidés semestriels résumés concernant la première application de la norme IFRS 9.

II - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le Rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 27 juillet 2018,
Les Commissaires aux comptes

Auditeurs & Conseils Associés – ACA Nexia
Olivier Juramie

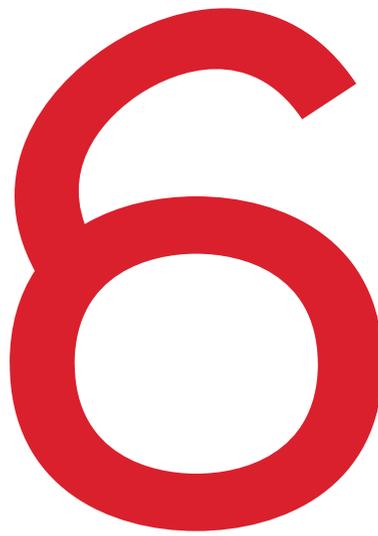
Mazars
Bruno Pouget

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Groupe Sopra Steria et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport semestriel d'activité figurant en pages 1 à 7, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant des six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 2 août 2018

Vincent Paris
Directeur général



Sopra Steria Group

Direction générale
9 bis, rue de Presbourg
FR 75116 Paris
Tél.: +33(0)1 40 67 29 29
Fax: +33(0)1 40 67 29 30
contact-corp@soprasteria.com
www.soprasteria.com

RÉALISATION

↳ LABRADOR +33 (0)1 53 06 30 80